

**IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING
PAGES**

**THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED
TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST
REPRODUCTIVE QUALITY**

**USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES
REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN
A COMPLETE READING OF THE TEXT.**

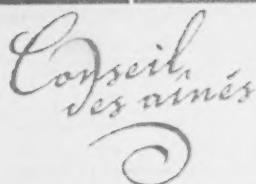
**REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES
PAGES QUI SUIVENT**

**LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN
DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE
REPRODUCTION**

**LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES
LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN
D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL**

**Micromedia
ProQuest**

789 East Eisenhower Parkway
PO Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
Toll free: 1-800-521-0600
Fax: (734) 997-4247
Web: www.micromedia.ca



B U L L E T I N

VOLUME 4, NUMÉRO 4



UN MOT DU PRÉSIDENT

La conjoncture démographique actuelle du Québec qui nous propulse déjà vers un réalignement sinon un renversement de la pyramide des âges fera en sorte de façonner dans un proche horizon une nouvelle morphologie sociologique, laquelle est sans précédent dans notre histoire. Le départage des responsabilités sociales et économiques qui en découlera nécessairement viendra, de toute évidence, modifier profondément les liens d'interdépendance entre les générations. Par ailleurs, la fragilité de nos finances publiques qui annonce déjà une remise en question rigoureuse de nos façons de faire pour affronter adéquatement les impacts liés au vieillissement collectif accéléré de notre population ne devrait laisser personne indifférent. Enfin, il n'est plus un secret pour personne que l'arrivée massive des baby-boomers à la retraite produira, à l'instar de la plupart des autres sociétés, un effet de choc majeur sur les attitudes, les comportements et les habitudes de vie des citoyens et citoyennes.

La société civile, comme il convient de l'appeler, doit sonner l'éveil, ne sera-t-ce que dans une approche de concertation faisant appel aux responsabilités sociales, culturelles, éthiques, économiques, citoyennes et évidemment gouvernementales. Les personnes aînées qui ont le privilège d'avoir accumulé les expériences du passé, vécu les mouvements issus de la Révolution tranquille et atteint l'âge où le sens de la vie prend toute sa perspective, ont, à mon avis, la responsabilité d'amorcer ce mouvement de concertation. Non seulement par devoir, mais tout autant par la voie qui leur est naturellement dévolue de transmettre à leur descendance les ingrédients de survie qui les ont nourries au cours de la traversée de leur vie.

Dans le débat qui s'amorce autour du remboursement de la dette publique, les aînés ne doivent plus se soustraire à leur responsabilité de faire connaître leur point de vue. Dès lors, ils doivent, en concertation avec les autres générations, mettre en lumière que s'il importe d'éliminer une dette qui affecte la capacité du pouvoir d'investissement, on aurait tort de ne léguer à la postérité qu'une embellie financière, si les grands acquis sociaux, tels que la santé et l'éducation, devaient s'anéantir.

Ainsi les aînés pourraient peut-être, dans un premier temps, se remémorer et réaffirmer les fondements qui les ont portés et voir comment ils peuvent contribuer au débat actuel dans le monde d'aujourd'hui. Les générations plus jeunes pourraient, tout autant, cerner davantage les enjeux qui les interpellent, mieux définir leurs espoirs et leurs inquiétudes, de même que les connaissances et les expériences à partager dont elles ont besoin pour poursuivre en toute confiance leur marche vers l'avenir.

Dans un monde où les courants dominants s'alimentent à l'instantanéité, à la performance à tout prix, au culte de l'esthétisme, à la réussite sans effort, à la pensée magique et à la glorification du modèle star académie tenant l'eu d'idéal en se présentant comme l'itinéraire privilégié menant au bonheur, les aînés, plus que jamais, ne peuvent se permettre de demeurer muets. N'ont-elles pas le devoir, ces personnes aînées, de partager les réalités profondes qu'elles connaissent de la vie et qui donnent des horizons de sens pour aller plus loin, sans s'embarrasser de cette rectitude politique issue des modes et des conformismes médiatiques?

Le Québec possède plusieurs atouts majeurs qui sont porteurs d'avenir et qui devraient en conséquence être proposés et discutés avec et entre toutes les générations. Là tous les espoirs sont permis, dont ceux des progrès humains et d'une prospérité économique enchaînée dans des perspectives de développement durable. C'est dans cette optique qu'il est impératif que soit amorcé, auprès de l'ensemble des générations, un mouvement de réflexion et d'organisation à d'éventuels états généraux visant à revoir et à préciser le pacte social consenti il y a maintenant près de cinq décennies par les citoyens et citoyennes du Québec. Ce pacte des années soixante, certes évolutif depuis, a grand besoin d'être revisité aujourd'hui, afin de tenir compte de la nouvelle réalité d'un Québec du XXI^e siècle.



Georges Lalande
Président du
Conseil des aînés du Québec

Conseil des aînés
Québec

**IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING
PAGES**

**THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED
TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST
REPRODUCTIVE QUALITY**

**USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES
REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN
A COMPLETE READING OF THE TEXT.**

**REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES
PAGES QUI SUIVENT**

**LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN
DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE
REPRODUCTION**

**LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES
LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN
D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL**

**Micromedia
ProQuest**

**789 East Eisenhower Parkway
PO Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
Toll free: 1-800-521-0600
Fax: (734) 997-4247
Web: www.micromedia.ca**

8 PLACE AUX
MEMBRES**10** ÉCHO DE
NOS RÉGIONS**11** ACTIONS
GOVERNEMENTALES
COMMENTÉES**12** CEUX ET CELLES
QUI LE FONT

*Conseil
des aînés*

OCTOBRE 2006

B U L L E T I N

VOLUME 4, NUMÉRO 4



UN MOT DU PRÉSIDENT

La conjoncture démographique actuelle du Québec qui nous propulse déjà vers un réalignement sinon un renversement de la pyramide des âges fera en sorte de façonner dans un proche horizon une nouvelle morphologie sociologique, laquelle est sans précédent dans notre histoire. Le départage des responsabilités sociales et économiques qui en découlera nécessairement viendra, de toute évidence, modifier profondément les liens d'interdépendance entre les générations. Par ailleurs, la fragilité de nos finances publiques qui annonce déjà une remise en question rigoureuse de nos façons de faire pour affronter adéquatement les impacts liés au vieillissement collectif accéléré de notre population, ne devrait laisser personne indifférent. Enfin, il n'est plus un secret pour personne que l'arrivée massive des baby-boomers à la retraite produira, à l'instar de la plupart des autres sociétés, un effet de choc majeur sur les attitudes, les comportements et les habitudes de vie des citoyens et citoyennes.

La société civile, comme il convient de l'appeler, doit sonner l'éveil, ne serait-ce que dans une approche de concertation faisant appel aux responsabilités sociales, culturelles, éthiques, économiques, citoyennes et évidemment gouvernementales. Les personnes aînées qui ont le privilège d'avoir accumulé les expériences du passé, vécu les mouvements issus de la Révolution tranquille et atteint l'âge où le sens de la vie prend toute sa perspective, ont, à mon avis, la responsabilité d'amorcer ce mouvement de concertation. Non seulement par devoir, mais tout autant par la voie qui leur est naturellement dévolue de transmettre à leur descendance les ingrédients de survie qui les ont nourries au cours de la traversée de leur vie.

Dans le débat qui s'amorce autour du remboursement de la dette publique, les aînés ne doivent plus se soustraire à leur responsabilité de faire connaître leur point de vue. Dès lors, ils doivent, en concertation avec les autres générations, mettre en lumière que s'il importe d'éliminer une dette qui affecte la capacité du pouvoir d'investissement, on aurait tort de ne léguer à la postérité qu'une embellie financière, si les grands acquis sociaux, tels que la santé et l'éducation, devaient s'anémier.

Ainsi les aînés pourraient peut-être, dans un premier temps, se remémorer et réaffirmer les fondements qui les ont portés et voir comment ils peuvent contribuer au débat actuel dans le monde d'aujourd'hui. Les générations plus jeunes pourraient, tout autant, cerner davantage les enjeux qui les interpellent, mieux définir leurs espoirs et leurs inquiétudes, de même que les connaissances et les expériences à partager dont elles ont besoin pour poursuivre en toute confiance leur marche vers l'avenir.

Dans un monde où les courants dominants s'alimentent à l'instantanéité, à la performance à tout prix, au culte de l'esthétisme, à la réussite sans effort, à la pensée magique et à la glorification du modèle star académie tenant lieu d'idéal en se présentant comme l'itinéraire privilégié menant au bonheur, les aînés, plus que jamais, ne peuvent se permettre de demeurer muets. N'ont-elles pas le devoir, ces personnes aînées, de partager les réalités profondes qu'elles connaissent de la vie et qui donnent des horizons de sens pour aller plus loin, sans s'embarrasser de cette rectitude politique issue des modes et des conformismes médiatiques ?

Le Québec possède plusieurs atouts majeurs qui sont porteurs d'avenir et qui devraient en conséquence être proposés et discutés avec et entre toutes les générations. Là, tous les espoirs sont permis, dont ceux des progrès humains et d'une prospérité économique enchâssée dans des perspectives de développement durable. C'est dans cette optique qu'il est impératif que soit amorcé, auprès de l'ensemble des générations, un mouvement de réflexion et d'organisation à d'éventuels états généraux visant à revoir et à préciser le pacte social consenti il y a maintenant près de cinq décennies par les citoyens et citoyennes du Québec. Ce pacte des années soixante, certes évolutif depuis, a grand besoin d'être revisité aujourd'hui, afin de tenir compte de la nouvelle réalité d'un Québec du XXI^e siècle.

Georges Lalande
Président du
Conseil des aînés du Québec

Conseil des aînés
Québec

MADAME DIANE GOULET, MEMBRE VOTANT



Native de Macamic en Abitibi, j'habite l'Outaouais depuis plus de cinquante ans. Je me définis en tant qu'infirmière de carrière, femme passionnée, autodidacte, même si j'ai suivi plusieurs cours à l'université afin de me perfectionner. Ma plus grande force est la capacité d'échanger avec les experts du milieu pour m'autoévaluer, me remettre en question et aussi être à l'affût des nouveaux services et approches pour donner aux résidents et aux familles les services qu'ils sont en droit de recevoir. J'ai également une grande préoccupation pour la formation et le soutien du personnel, car je crois que les attitudes du personnel ainsi que le climat émotionnel et affectif de l'organisation ont une incidence sur la qualité de vie des résidents.

Ma carrière a débuté en 1970 d'abord dans un service d'obstétrique, puis en salle d'urgence, pour m'orienter de 1974 à 1977 en soins à domicile. En 1977, je fus la première infirmière chef d'unité de soins de longue durée intervenant à l'intérieur d'un hôpital de courte durée. Le principal défi à relever à l'époque fut de donner ses lettres de noblesse à l'hébergement de longue durée dans un milieu hospitalier. Par la suite, en 1986, je deviens directrice des soins infirmiers au Centre d'accueil de Buckingham. Enfin, à la suite de l'intégration du centre d'accueil au CH de Papineau en 1997, je reviens au poste de chef d'unité de vie au même centre d'accueil qui devient le CH-CHSLD de Papineau, et qui aujourd'hui s'appelle le Centre d'hébergement Vallée-de-la-Lièvre. Un fait intéressant est que je suis demeurée au même endroit qui, lui, a changé trois fois de nom !

Donc, depuis plus de 27 ans, je travaille auprès des personnes âgées en tant que gestionnaire responsable de l'organisation des ressources humaines, financières et matérielles afin de donner à ces personnes des services de qualité.

En 1999, j'ai participé aux visites de différents centres d'hébergement du Québec en vue de préparer le guide d'aménagement des centres d'hébergement et de soins de longue durée. Par la suite, j'ai eu la chance de participer à l'élaboration du document *Orientations ministérielles : un milieu de vie de qualité pour les personnes hébergées en CHSLD*. J'y ai rencontré des gens extraordinaires et les échanges centrés sur les besoins de la personne âgée furent des plus fructueux. Ce travail a permis de déterminer les principes directeurs qui doivent guider l'actualisation du

concept de milieu de vie dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée.

Le 17 août 2005, j'ai eu l'honneur d'être nommée au Conseil des aînés. La richesse des gens et le contenu des rencontres sont pour moi un véritable moteur et c'est un privilège pour moi de faire partie de cet organisme. En toute humilité, je crois que j'ai réussi en tant que gestionnaire avec toute l'équipe en place à instaurer dans notre milieu la notion de milieu de vie, et ceci, en harmonie avec les orientations ministérielles. Je remercie tout le personnel qui y œuvre et qui nous permet de traduire en actions quotidiennes ce qu'est un milieu de vie. Je remercie également mon époux et mes enfants qui m'ont permis de prendre le temps nécessaire à l'organisation de ces services.

Diane Goulet
Conseil des aînés du Québec

PRÉSENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES VOTANTS (SUITE)

VOLUME 4, NUMÉRO 4

MONSIEUR RENÉ-JEAN FOURNIER, MEMBRE VOTANT



Je suis né à Rimouski le 9 décembre 1937. Alors que j'avais 4 ans, papa, menuisier de profession, a trouvé un emploi permanent à Granby. Toute la famille y a donc déménagé.

J'ai fait mes études primaires au vieux Collège Sacré-Cœur. Par la suite, j'ai fait mes quatre premières années classiques à Granby et les deux suivantes au Séminaire de Saint-Hyacinthe. J'ai poursuivi ma formation académique en allant étudier durant deux années à l'École normale Jacques-Cartier.

Dès mon adolescence, je me suis impliqué dans ma jeune paroisse en étant, pendant quelque temps, responsable des enfants de chœur et en organisant des activités de loisir pour les jeunes.

En 1967, j'ai obtenu un diplôme de premier cycle de l'Université de Montréal en administration scolaire. Durant ces années, mon épouse m'a donné deux magnifiques enfants, Nathalie et Claude. J'ai la grande joie de partager une partie de ma vie avec quatre adorables petits-enfants : Alexandra, Jade, Alice et Adrien.

J'ai entrepris ma carrière en enseignement en 1959 et j'ai occupé différentes fonctions : j'ai enseigné durant six années à des élèves en difficulté d'apprentissage, j'ai été durant deux ans à la direction d'une école secondaire de premier cycle et j'ai terminé ma carrière à la Polyvalente Sacré-Cœur, d'abord comme adjoint et par la suite à la direction. C'est à cette école que j'ai eu la chance de vivre une des belles expériences de ma vie en étant responsable d'une institution des plus représentatives de la société puisqu'elle accueillait à la fois des élèves très talentueux et des enfants atteints d'une déficience intellectuelle.

Durant la presque totalité de cette période de ma vie, je me suis consacré uniquement à ma famille, à mon école et à mes sports favoris.

En 1986, M. Jules Crevier, homme fortuné et philanthrope, m'a demandé de m'occuper de sa fondation. Celle-ci comporte deux volets : des bourses d'études pour les jeunes et des services aux personnes âgées de 60 ans ou plus. C'est une fondation entièrement autofinancée. J'y ai occupé le poste de président jusqu'en 1993 ; depuis, je suis responsable des services. C'est mon implication à la fondation qui m'a amené à m'occuper du bien-être des personnes âgées.

Depuis lors, je fais partie de la Table des aînés de Granby. J'ai été membre du conseil d'administration et de l'exécutif du CHSLD Horace-Boivin. J'ai eu l'occasion de siéger au comité des priorités de notre régie régionale. J'ai également siégé au conseil d'administration d'une coopérative d'habitation pour personnes âgées. Je suis membre d'un comité local du logement social. Je fais de plus partie d'un comité de transport qui vient en aide aux personnes recevant des traitements de dialyse.

Je siège depuis 2000 à la Table régionale des aînés de la Montérégie dont je viens tout juste d'être élu président. Cette même Table m'a délégué pour représenter les aînés au conseil d'administration de la Conférence régionale des élus (CRÉ) Montérégie-Est. Prochainement, je devrai siéger à la Conférence des Tables régionales. Depuis 2004, je suis membre votant au Conseil des aînés.

René-Jean Fournier

René-Jean Fournier
Conseil des aînés du Québec

INVITÉS AU CONSEIL

Au cours de ses dernières séances, le Conseil des aînés a eu l'honneur de recevoir le président de l'Association québécoise de gérontologie (AQG), M. Robert Chagnon, ainsi que M^{me}s Sophie Paquet, présidente du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), et Hélène Dumais, vice-présidente.

M. Chagnon est également membre du conseil d'administration de la Fédération internationale sur le vieillissement (FIV). Ce dernier faisait d'ailleurs partie de la délégation québécoise qui s'est rendue au Danemark en mai 2006 et à laquelle le Conseil a aussi participé.

M. Chagnon s'est dit très heureux de venir rencontrer les membres du Conseil afin de les entretenir des diverses activités de l'AQG. Cette association, dont la création remonte à 1978, a été le résultat d'une volonté de professeurs et de chercheurs en gérontologie d'améliorer les connaissances, principalement des personnes travaillant dans le réseau de la santé, afin de mieux intervenir auprès des aînés. Par ailleurs, la revue de l'association, *Vie et vieillissement*, suscite beaucoup d'intérêt car c'est la seule revue scientifique québécoise qui traite de ce sujet et cette publication s'avère le meilleur moyen de transmettre les nouvelles connaissances en gérontologie.

M. Chagnon explique ensuite sommairement les objectifs de la FIV et parle du congrès de 2008 qui se tiendra à Montréal.

D'entrée de jeu, M^{me}s Paquet et Dumais expliquent qu'un mandat confié au Conseil permanent de la jeunesse par le premier ministre Charest, qui est ministre responsable de la jeunesse, en collaboration avec le Conseil des aînés et portant sur la dette québécoise, a amené les deux organismes à se rencontrer, ce qui paraît des plus pertinent et stimulant.

Par la suite, elles décrivent les rôles et mandats du Conseil permanent de la jeunesse. C'est ainsi qu'elles nous informent que le Conseil a été créé en 1987 à la suite des demandes faites en 1983 au Sommet de la jeunesse et en 1985 dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, et qui ont donné lieu à une promesse électorale. Les membres sont nommés pour une période de trois ans non renouvelable; la composition du Conseil change donc en bloc au même rythme. Elles expliquent que la sélection est issue d'un appel de candidatures visant à recruter des individus âgés de 15 à 30 ans, citoyens canadiens et domiciliés au Québec depuis au moins 12 mois. Toute candidature

doit être appuyée par résolution officielle provenant du conseil d'administration de trois organismes jeunesse œuvrant dans au moins deux secteurs d'activité distincts. Par la suite, les 40 candidats se présentent devant le Conseil sortant qui sélectionne les 15 membres qui seront retenus. La vice-présidente ou le vice-président est élu par les nouveaux membres du Conseil.

Le CPJ a à son actif près d'une centaine de publications et de nombreuses interventions publiques sur des sujets aussi variés que le décrochage scolaire, le suicide, la pauvreté, l'exode et l'emploi. La dernière planification stratégique établie par l'organisme cible les thématiques suivantes comme prochains sujets d'étude : désir d'enfants chez les jeunes, activité physique et obésité chez les jeunes, santé mentale des jeunes travailleurs et violence à l'école. De plus, à la demande de M^{me} Théberge, les membres du Conseil exploreront le phénomène d'hypersexualisation chez les jeunes en collaboration avec le Conseil du statut de la femme.

SAVIEZ-VOUS QUE...



Il est possible de faire son changement d'adresse en ligne à six ministères et organismes gouvernementaux en une seule démarche et de façon sécurisée.

www.adresse.info.gouv.qc.ca

Pour toute information à ce sujet, on peut contacter Services Québec. Partout au Québec: 1 800 363-1363

PLAN D'ACTION ALZHEIMER

Julien Bélanger, Étudiant de deuxième cycle en gérontologie

À l'heure actuelle, le Québec vit un vieillissement démographique majeur, qui se manifeste par une augmentation marquée du nombre de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une pathologie apparentée. Les problématiques démentielles ont un impact très important non seulement sur la vie des personnes atteintes et de leurs proches, mais aussi sur la société dans son ensemble. Mais il semble que l'on ne mesure pas bien cet impact.

En 1999, lors du Forum québécois sur la maladie d'Alzheimer, les professionnels travaillant en milieu gériatrique constataient que la situation vécue quotidiennement par les personnes atteintes et les personnes aidantes était inquiétante et que les ressources existantes se révélaient insuffisantes et inadaptées aux besoins spécifiques des populations concernées. En 2000, des spécialistes québécois du domaine de la gérontologie consultés par le Conseil des aînés s'entendaient pour conclure que plus on tardait à mettre en place un plan d'action concertée à l'échelle provinciale pour lutter contre la maladie d'Alzheimer et les démences connexes, plus les impacts de ces maladies seraient grands. Plus récemment, plusieurs organismes, dont la Société Alzheimer du Canada, le Conseil consultatif canadien sur le troisième âge (CCNTA) et la Fédération québécoise des Sociétés Alzheimer, ont réclamé la mise en place d'un plan d'action.

Ce qui apparaît particulièrement inquiétant aux yeux du Conseil des aînés, c'est que, contrairement à d'autres provinces canadiennes (Ontario et Saskatchewan), le Québec n'a toujours pas adopté de plan d'action, même si le gouvernement s'est engagé à le faire à quelques reprises. Le Conseil des aînés a déjà participé à l'élaboration de deux plans d'action, mais le premier a avorté tandis que le second n'a jamais été opérationnalisé. Actuellement, la situation est très préoccupante et, si aucune action n'est posée, elle risque de devenir carrément catastrophique lorsque le plus fort du vieillissement démographique frapperà de plein fouet la société québécoise. En conséquence, le Conseil des aînés, qui a longuement et attentivement analysé la situation, considère qu'il n'y a plus de temps à perdre et proposera sous peu au gouvernement un plan d'action global sur la maladie d'Alzheimer et les démences connexes.

Ce plan d'action devrait être implanté à la grandeur du Québec. Il interpellé tous les organismes et tous ceux et celles qui œuvrent auprès des personnes qui souffrent de la maladie d'Alzheimer ou d'une démence connexe : agences de la santé et des services

sociaux (ASSS), centres de santé et de services sociaux (CSSS), ressources institutionnelles publiques et privées (CHSLD, résidences privées, etc.), entreprises d'économie sociale, gestionnaires, médecins, intervenants formels (infirmières, préposés, etc.) et informels (familles, proches, bénévoles).

Le plan d'action propose des mesures à la fois nombreuses et variées dans plusieurs domaines : information à la population (plus particulièrement aux proches-aidants), formation des professionnels et des travailleurs (médecins, gestionnaires, personnel soignant, intervenants), recherche sur la démence (approches de soins, traitements, etc.).

Concernant les soins à domicile, le gouvernement annonce clairement son intention de mettre l'accent sur le soutien à domicile. Cependant, s'il veut effectuer un véritable virage en matière de soutien à domicile et redéployer les ressources et les services dans la communauté afin de mieux soutenir les familles, il devra notamment prévoir un budget suffisant pour les services de maintien à domicile. Il devra aussi veiller à mettre en place des solutions alternatives à l'hébergement, sous forme de services à domicile et de milieux de vie substituts. En particulier, il faudra prévoir de nouveaux modes de logement (logements adaptés aux besoins des personnes atteintes et offrant des services à prix raisonnable, offre plus variée d'options de logement pour les personnes qui sont atteintes de démence). Enfin, le gouvernement devra instaurer des mesures de protection du revenu pour les proches-aidants.

En milieu d'hébergement public et privé, les pratiques qui ont cours actuellement devront être revues en profondeur. En particulier, la formation du personnel et l'environnement physique devront prendre en considération les besoins de la personne atteinte. De même, il faudra favoriser l'utilisation d'une approche comportementale et non médicale de traitement.

En somme, le plan d'action que compte déposer le Conseil des aînés au cours des prochains mois vise essentiellement à mieux répondre aux besoins de la personne atteinte et des proches-aidants. C'est un plan d'action à la fois global et réaliste, que le gouvernement a tout intérêt à adopter pour le mieux-être présent et futur des personnes atteintes et de leurs proches et de la société dans son ensemble.

ÉTAT DE SITUATION SUR LES MILIEUX DE VIE SUBSTITUTS POUR LES AÎNÉS EN Perte D'AUTONOMIE

Johanne Villeneuve

Dans son Avis sur l'hébergement en milieux de vie substituts pour les aînés en perte d'autonomie (2000), le Conseil des aînés faisait état de l'urgence d'agir dans plusieurs secteurs entourant les milieux de vie substituts, notamment en ce qui concerne l'accès à un nombre suffisant de places pour accueillir cette clientèle.

Or, après quelque six années, de nombreux éléments concomitants ont contribué à modifier le visage du secteur de l'hébergement. Le développement accru du nombre et du type de milieux de vie substituts telle la croissance rapide du réseau des résidences privées avec services pour aînés, alliée au déploiement ou à la consolidation, par les secteurs public et communautaire, de nouvelles formules résidentielles qui offrent des services, ont concouru à l'évolution des milieux de vie substituts.

Parallèlement à ces changements, la diminution constante du nombre de lits des centres d'hébergement et de soins de longue durée publics observée depuis plusieurs années et les nouvelles orientations gouvernementales en matière de soins et de services de longue durée (prévues dans *Chez soi : le premier choix – Politique de soutien à domicile*, document publié en 2003, ainsi que dans le *Plan d'action 2005-2010 sur les services aux aînés en perte d'autonomie : Un défi de solidarité*, lancé à l'automne 2005), lesquelles privilégient le maintien à domicile des aînés en perte d'autonomie le plus longtemps possible, ne sont pas sans conséquences sur l'évolution des milieux de vie substituts.

En effet, l'accès à des milieux de vie substituts offrant une gradation d'intensité de services de qualité et adaptés aux besoins est d'une importance capitale pour les aînés lorsque survient la perte d'autonomie. Avec le vieillissement accéléré de la population québécoise, cette préoccupation prend plus que jamais toute son acuité. Le Conseil croit donc que les multiples changements qui se sont opérés depuis l'an 2000 suffisent à refaire le point sur la situation et, même, imposent un nouveau regard sur la situation.

Un nouvel état de situation de ce secteur de services aux aînés en perte d'autonomie est donc en cours de réalisation afin d'en tracer l'évolution, particulièrement au regard de l'accès et de la disponibilité des places dans les différents milieux de vie substituts offrant des services aux aînés en perte d'autonomie.

Les données recueillies auprès des différents acteurs de ce secteur d'activité permettront d'effectuer une analyse de l'évolution

des places disponibles, de préciser les écarts dans le temps, de cerner la situation actuelle et, enfin, d'envisager l'avenir à partir de la tendance observée, des besoins futurs et des orientations gouvernementales.

Comme on le voit dans le graphique ci-dessous, l'analyse partielle des données montre l'existence de multiples milieux de vie substituts, hétérogènes en termes de clientèles, d'accès, de services offerts, de dispensateurs.

RÉPARTITION DES AÎNÉS RÉSIDANT DANS DES MILIEUX DE VIE SUBSTITUTS OFFRANT DES SERVICES EN 2005



Source: Conseil des aînés, État de situation sur les milieux de vie substituts pour les aînés en perte d'autonomie, à paraître

C'est donc au cours des prochaines semaines que le Conseil des aînés compte rendre public cet état de situation qui permettra de donner une image juste de cet important secteur de services destinés aux personnes aînées.

1^{er} OCTOBRE 2006

Cette année, le Conseil des aînés a souligné le 1^{er} octobre Journée internationale des personnes aînées sous le thème **L'arc-en-ciel des générations... un rayonnement sur le monde**. Par ce slogan, le Conseil a voulu mettre en lumière l'importance du maintien des liens intergénérationnels et du transfert des connaissances.

Choisi pour rappeler l'importance des liens intergénérationnels et le rôle essentiel des aînés dans le continuum de la vie, l'arc-en-ciel se veut l'illustration du partage des richesses humaines et de l'apport irremplaçable de la mémoire, de l'expérience et

du vécu de ceux et celles qui ont plus que tout autre participé à l'édification de notre société.

Plusieurs régions ont organisé des activités afin de souligner cette journée qui permet de mettre à l'avant-plan les aînés de notre société et de démontrer leur implication dans leur communauté. Le président du Conseil a participé à des activités entourant cet événement, dans plusieurs coins de la province. Le Conseil tient à remercier toutes les régions qui ont souligné cette date importante et leur donne rendez-vous pour l'an prochain.

HOMMAGE 2006

Le Conseil des aînés a décerné encore cette année le Prix Hommage. L'activité « Hommage », qui a lieu au salon rouge de l'Assemblée nationale, se veut un événement pour souligner l'apport de personnes engagées dans leur milieu, ayant contribué au développement social, économique et culturel en regard de l'amélioration de la place des aînés dans la société.

Chaque année, les dix-sept tables régionales de concertation des aînés sont invitées à soumettre une candidature pour leur région; 15 des 17 Tables ont ainsi mis de l'avant une candidature pour l'événement. Cette année le Conseil a innové en invitant les Tables de concertation à venir souligner avec lui la contribution des récipiendaires régionaux et de la lauréate provinciale du prix Hommage 2006. La cérémonie Hommage s'est déroulée devant plus de 100 invités, dont plusieurs élus. Sept récipiendaires régionaux sont venus recevoir leur certificat des mains de la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, Mme Carole Théberge, et du président du Conseil, M. Georges Lalonde.

La lauréate provinciale, Mme Pierrette Lehoux, était accompagnée des membres de sa famille ainsi que d'amis et de collaborateurs, dont plusieurs œuvrent auprès des aînés de la région de Chaudière-Appalaches. Également, M. François Pattee, peintre

naturaliste qui, cette année encore, a offert gracieusement l'œuvre remise à la récipiendaire du prix Hommage, était présent à la cérémonie, accompagné de ses proches. Enfin, plusieurs dignitaires ont également assisté à cet événement.



De gauche à droite: monsieur Maurice Boulet, président de la Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches, mme Pierrette Lehoux, lauréate 2006; monsieur Carole Théberge, ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine et monsieur Georges Lalonde, président du Conseil des aînés.



A VISION DES SERVICES EN HÉBERGEMENT

Diane Goulet, membre votant

Traduire dans l'intervention quotidienne le principe directeur des orientations ministérielles, soit un milieu de vie de qualité pour les personnes hébergées en CHSLD, est un défi que l'équipe (l'ensemble du personnel incluant les professionnels) doit relever chaque jour. Comment l'actualisons-nous ?

Premièrement, l'approche est centrée sur les besoins du résident; la place du résident est donc au centre de nos préoccupations. Nous sommes des conseillers, des accompagnateurs, mais le résident et/ou sa famille décident. Ceci se traduit ainsi dans le langage des intervenants: le résident est une personne avec des émotions, une âme; il pense, il vit, il a donc le droit de décider pour lui. Il n'est pas malade, mais il a des épisodes où il éprouve des problèmes de santé. Devant des problématiques complexes, l'équipe se réunit et se pose les questions suivantes: pour qui agissons-nous? Est-ce qu'il y a respect du résident dans le milieu de vie? Si le résident était à la maison, proposerions-nous les mêmes interventions? L'autonomie est-elle maintenue? Et c'est après un consensus que les actions sont inscrites dans le plan d'intervention pour que celles-ci soient connues de tous, tant du résident que des intervenants.

Pour les résidents présentant des problèmes cognitifs ou des troubles du comportement, il faut trouver la cause, décoder le message parce qu'à mon avis ces résidents ont un sixième sens: ils ressentent la sécurité ou l'inconfort des intervenants. La communication verbale et non verbale est essentielle: qu'est-ce que le résident veut me dire? L'équipe doit observer, observer et observer encore afin d'être en mesure d'apporter à la personne bien-être et confort. Toutes nos interventions doivent contribuer à améliorer la qualité de vie et à donner un sens à l'existence. Les résidents doivent être heureux et pouvoir s'exprimer. Quand on entre dans le centre d'hébergement, on doit « sentir » la vie, la présence des résidents et y rencontrer du personnel souriant ayant une approche chaleureuse. Cette approche doit également être manifeste à l'heure des repas, l'alimentation étant une activité sociale importante. Sur un autre plan, la famille est accueillie avec générosité et tendresse. Elle a besoin d'être soutenue, renseignée et sécurisée car elle est un partenaire indispensable. Elle a besoin d'être écoutée et de s'exprimer. C'est pourquoi nous organisons plusieurs rencontres avec les familles afin de les accompagner dans le processus du placement qui est souvent une grande souffrance pour elles.

L'ensemble des travailleurs de l'établissement doit croire passionnément en la personne âgée puisque la réussite de l'application d'un concept « milieu de vie » passe par toute l'équipe. Chacun est très important par le regard qu'il apporte et qui contribue à trouver la solution permettant de toujours donner au résident confort et bien-être.

Les rencontres d'équipe sont très importantes et doivent être régulières. Chaque membre de l'équipe doit pouvoir s'exprimer. Par exemple, la pharmacienne peut mentionner: « je crois qu'il y a trop de médicaments, avez-vous pensé à d'autres approches? ». Toute l'équipe est convaincue que l'approche peut faire une différence dans le travail et dans la présence auprès des résidents. L'évaluation continue est nécessaire.

Toujours en ayant en tête que c'est un milieu de vie, on doit se rappeler que le soin doit également apporter une qualité de vie. Je crois pour ma part que c'est possible d'avoir un équilibre entre le milieu de vie et le milieu de soins.

La formation et le soutien de l'équipe sont la pierre angulaire de la réussite. S'autoévaluer, se remettre en question, se donner des défis chaque jour, voilà des attitudes qui permettent de se centrer sur le résident. Au personnel, s'ajoutent les bénévoles qui apportent la joie, le rire, la présence, le lien avec l'extérieur, et ceci, gratuitement; les bénévoles s'activent avec passion et eux aussi ont besoin d'être formés et soutenus. Avec le technicien en loisirs, ils proposent des activités d'animation pour que les résidents trouvent la joie de vivre. Le comité des résidents est également essentiel comme gardien du milieu de vie. Il est donc important de rencontrer ces personnes régulièrement. Par ailleurs, les familles, les écoles d'enseignement, les visiteurs sont nos yeux et nos oreilles auprès des résidents. Il est important qu'ils partagent ce qu'ils entendent et ce qu'ils voient pour qu'on puisse s'améliorer.

Pour terminer, je crois que l'environnement physique doit être aménagé de façon à apporter l'espace nécessaire et les couleurs appropriées pour donner aux résidents le goût de vivre et à leur rappeler le milieu de vie qu'ils ont toujours connu.

En conclusion, je crois que les résidents doivent vieillir et mourir dignement chez eux. En ce sens, on doit porter une attention particulière au soulagement de la douleur et leur fournir un accompagnement spirituel. On doit garder « dans notre tête et



notre cœur» la conviction qu'un milieu de vie peut toujours être amélioré. C'est là un défi de tous les jours.

La question que l'on doit maintenant se poser est celle-ci: «Est-ce qu'on pourra, avec les nombreux changements, maintenir un équilibre entre le milieu de vie et le milieu de soins?». Je crois que les administrateurs des CSSS devront y croire passionnément parce que la pression est très grande au quotidien et on devra mettre l'accent sur la formation, le soutien au personnel, aux familles et aux bénévoles pour maintenir un milieu de vie de qualité, de même qu'augmenter les ressources humaines afin de répondre aux nouveaux besoins des personnes âgées.

DÉMISSION D'UNE MEMBRE DU CONSEIL

Mme Gisèle Bolduc a dû, avec grand regret, démissionner de son poste de membre au sein du Conseil des aînés, en raison de nouvelles responsabilités professionnelles.

Nous tenons à la remercier de sa contribution au Conseil et lui souhaitons la meilleure des chances dans tous ses projets.

HUMOUR ET CITATIONS



VIEILLIR AU MASCULIN

«Et l'on voit de la flamme aux yeux des jeunes gens,
mais, dans l'œil du vieillard, on voit de la lumière.»

Victor Hugo

«Un homme n'est vieux que quand les regrets ont pris,
chez lui, la place des projets.»

Ethel Barrymore

«L'âge mûr, c'est quand vos camarades de lycée sont si
rides et si chauves qu'ils ne vous reconnaissent plus.»

Enoch Bennet

«La vieillesse, c'est, dans la vie d'un homme, l'époque
où, quand il flirte, il ne peut plus se rappeler pourquoi.»

Jacques Deval

«La vieillesse est l'âge où les hommes s'occupent
davantage de la nourriture que de la serveuse,
même si elle est jolie.»

René Pichon

«Quand on est vieux, il est courtois, voire charitable,
d'ôter ses lunettes pour regarder sa femme.»

Henri Sarn

«Les jeunes hommes voudraient être fidèles et ne
le sont pas. Les vieux voudraient être infidèles
et ne le peuvent pas.»

Oscar Wilde

PYRAMIDE UNIQUE

Jean-Guy Saint-Gelais, Président de la Conférence des Tables de concertation des aînés du Québec

Depuis déjà plusieurs mois, l'occasion nous est donnée de rencontrer des représentants de divers pays lors de congrès ou de colloques internationaux. Toutes ces personnes sont intéressées à connaître la structure québécoise du monde des aînés. Force est de constater que la pyramide des Tables régionales et de la Conférence est une structure unique, puisqu'il semble que rien de tel n'existe ailleurs. Les représentants de la Conférence ont donc à expliquer et à vulgariser ce modèle.

À titre d'exemple, j'ai dû prendre environ une heure trente au Congrès international francophone de gérontologie et gériatrie (CIFGG) pour répondre aux questions de 11 délégués provenant de 8 pays francophones. Nous étions à une table ronde informelle où des échanges intéressants ont porté sur la façon dont nous avons mis en place les Tables régionales et la Conférence.

Par ailleurs, j'ai déjà pu présenter cette structure organisationnelle aux délégués français lors du Congrès franco-qubécois sur la santé et le vieillissement l'an dernier. De plus, des contacts réguliers sont maintenus avec Mme Anne-Marie Raffarin, épouse de l'ancien Premier ministre français, M. Jean-Pierre Raffarin, qui parraine un projet d'implantation de Tables locales et régionales dans des communes, des départements et une région.

Il va sans dire que des échanges plus nombreux auront lieu au cours des prochains mois et des prochaines années sur ce modèle unique d'organisation et de démocratie. Ce qui frappe le plus les observateurs, c'est cette notion de concertation à partir de la base (les associations et groupes locaux) vers la Table régionale et, par la suite, vers la Conférence. De plus, la structure réunissant les grandes associations et les regroupements leur apparaît comme une solution efficace pour influencer les décideurs politiques à tous les niveaux.

Nous pouvons donc être fiers de cette réalisation. En effet, les Tables régionales et la Conférence des Tables de concertation des aînés du Québec rayonnent partout. Nous devons donc travailler ardemment à l'amélioration de notre modèle. Il est perfectible et c'est ensemble que nous lui donnerons ses lettres de noblesse.

Il est à souhaiter qu'une plus grande reconnaissance nous soit donnée par les diverses instances décisionnelles. Dans les autres provinces du pays, nous sommes interpellés pour expliquer et exporter cette structure. Le Québec se distingue encore une fois.

QUELQUES CHIFFRES

Les personnes vivant en CHSLD sont majoritairement des femmes, et leur âge moyen est de 84 ans. Quelque 10% sont toutefois âgées de moins de 65 ans.

Source: *Conseil des aînés, Vivre et vieillir dans sa communauté, 2006, 112 p.*



QUELQUES CHIFFRES

Selon le ministère de la Santé et des Services sociaux, 88,2% des personnes âgées de 65 ans ou plus demeurent dans leur domicile personnel (logement ou maison), en 2003-2004, les autres vivant dans des milieux de vie substituts :

- 7,5% vivent dans des résidences privées avec services ;
- 3,8% vivent en CHSLD ;
- 0,5% vivent dans des ressources non institutionnelles (ressources intermédiaires et résidences d'accueil).

Source: *Conseil des aînés, Vivre et vieillir dans sa communauté, 2006, 112 p.*

CREDIT D'IMPÔT POUR LE MAINTIEN À DOMICILE D'UNE PERSONNE ÂGÉE

Le 16 octobre dernier, le ministre des Finances, monsieur Michel Audet, annonçait une nouvelle bonification du crédit d'impôt pour le maintien à domicile d'une personne âgée. On se rappellera que le dernier discours sur le budget avait apporté divers changements à cette mesure initialement mise en œuvre en janvier 2000. Ainsi, le discours sur le budget 2006-2007 augmentait de 23 % à 25 % le taux du crédit d'impôt, il haussait de 12 000 \$ à 15 000 \$ le plafond des dépenses admissibles, et rendait admissibles au crédit d'impôt de nouvelles dépenses, dont notamment les montants payés pour obtenir des soins infirmiers. De plus, le discours sur le budget introduisait une franchise annuelle de 300 \$.

Cette franchise annuelle, qui devait s'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2007, aux dépenses admissibles au crédit d'impôt, ne sera donc pas instaurée. Pour toutes les personnes qui ont droit au crédit d'impôt, ce changement signifie une augmentation annuelle du montant accordé de 75 \$.

Le ministère du Revenu est responsable de l'information à donner sur cette mesure. Il vient d'ailleurs de rendre publique une brochure d'information sur le sujet.

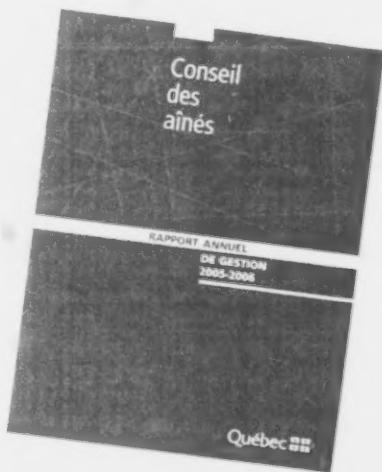
Pour plus d'information, vous adresser au ministère du Revenu à l'adresse www.revenu.gouv.qc.ca ou aux numéros de téléphones suivants :

- Région de Québec : **418 659-6299**
- Région de Montréal : **514 864-6299**
- Sans frais : **1 800 267-6299**

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2005-2006 DU CONSEIL DES ÂINES

Le Rapport annuel de gestion 2005-2006 du Conseil des aînés sera déposé à l'Assemblée nationale par la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, madame Carole Théberge, au cours de la première semaine de novembre. Ce rapport témoigne des différentes activités du Conseil au cours de la dernière année.

Il sera disponible sur le site du Conseil à l'adresse www.conseil-des-aines.qc.ca.



LES MEMBRES DU CONSEIL DES AÎNÉS

Georges Lalande – président
Région de la Capitale-Nationale

Jacques Demers – vice-président
Région de l'Estrie

Maurice Auger
Région de la Capitale-Nationale

Sonia Bouladian
Région de Montréal

Claude Durand
Région de Lanaudière

Francine Du Sault Claveau
Région de la Capitale-Nationale

René-Jean Fournier
Région de la Montérégie

Maud Malval Gilles
Région de Laval

Diane Goulet
Région de l'Outaouais

Margaret C. Kiely
Région de Montréal

Eddie McGrath
Région de Laval

LES MEMBRES D'OFFICE

Jean-Louis Bazin
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

Nicole Breton
Ministère de la Justice

Francine Cloutier
Société d'habitation du Québec

Claude Martin
Ministère des Transports

Jean-Yves Simard
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suzanne Gauthier
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

PUBLICATIONS

Le Bulletin de même que la plupart des autres publications du Conseil des aînés sont disponibles gratuitement sur demande ou sur le site Internet du Conseil des aînés.

Conseil des aînés
900, boulevard René-Lévesque Est
8^e étage, bureau 810
Québec (Québec)
G1R 2B5

Téléphone: 418 643-0071
Sans frais: 1 877 657-2463
Télécopieur: 418 643-1916

Courriel: aines@conseil-des-aines.qc.ca
Site Internet: www.conseil-des-aines.qc.ca

RESPONSABLES DU BULLETIN

Maurice Auger
Membre du Conseil

Jacques Demers
Membre du Conseil

Daniel Gagnon
Secrétaire général

Dépôt légal – 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque et archives Canada

ISSN-1481-4722

Gouvernement du Québec

